
front brésilien d'information

bulletin n° 17



décembre 1970

Au moment où nous terminons cette édition, les tractations entre le gouvernement brésilien et l'Avant-garde populaire révolutionnaire n'ont pas encore abouti à une conclusion définitive pour la libération des 70 prisonniers politiques et de l'ambassadeur suisse.

4° P. 8029

Monsieur,

L'appel que nous avons lancé ici à plusieurs reprises pour sauver Eduardo Leite (Bacuri) s'est révélé inutile; torturé pendant des mois, il a finalement été assassiné par des balles de pistolet tirées par la police du président Médici.

La même menace pèse maintenant sur la tête de Reinaldo Morando Filho, 26 ans, militant de l'A.L.N., considéré par la police comme un "dangereux" fugitif". C'est la même tactique, révélatrice d'un dessein identique : au jour choisi par la police, Reinaldo Morando "résistera à l'ordre d'arrestation" et sera abattu "en état de légitime défense" par un agent "dans l'exercice de son devoir".

La censure imposée aux moyens d'information; la terreur installée au sein de la population, qui a peur de s'informer et de dire ce qu'elle sait; les difficultés créées à l'exercice de la profession des avocats; la liberté laissée légalement et illégalement à la police qui, couverte par l'autorité irresponsable du président Médici et du ministre Buzaid, commet toutes sortes de crimes et utilise des procédés arbitraires; tout ceci nous empêche de confirmer avec plus de rapidité et d'assurance des dénonciations analogues à celles que nous faisons maintenant pour R. Morando.

Si le président Médici a fait semblant d'être surpris par les procédés arbitraires de sa police au moment où celle-ci venait d'opérer l'arrestation de plus de 4.000 personnes au début de novembre, qu'il fasse vérifier s'il est vrai qu'à une heure et demie de São Paulo, le commissaire Sergio Fleury a installé, avec tous les raffinements de sa profession de tortionnaire et de chef de l'Escadron de la mort, une chambre de torture et de mort. Cette recherche ne sera pas difficile à mener. Il s'agit d'une propriété, cédée par un riche et important ami de Fleury. Pour faciliter encore le travail du responsable de la recherche, il suffit de rappeler que c'est dans cette propriété que Joaquim Câmara Ferreira fut torturé et mourut.

Le président Médici a des prisonniers politiques à côté de son Palais de Brasilia. Qu'il fasse vérifier s'il est vrai que quelques-uns d'entre eux furent récemment enfermés seuls pendant plus de 60 jours pour avoir protesté légalement contre les abus de la direction de la prison. Que le président sache encore qui a pris et gardé pendant plus de 40 jours, dans la prison Tiradentes de São Paulo, un bébé de 3 mois, en otage pour que son père se décide à se rendre à la police. Contre des dénonciations de cet ordre, le gouvernement brésilien réagit en accusant, incriminant et persécutant ceux qui les communiquent, les transportent et les reçoivent. Au Brésil, vous seriez aussi en prison.

LE JEU DES DICTATURES

Le Brésil et le Portugal ont entrepris d'accorder à leurs propres citoyens le bénéfice de la double nationalité : brésilienne et portugaise. Le gouvernement brésilien a déjà annoncé que ce droit serait accordé aux citoyens portugais résidant au Brésil. Quant au premier ministre portugais, il a proposé l'extension de la nationalité portugaise aux citoyens brésiliens, dans le projet de révision constitutionnelle actuellement soumis à l'Assemblée Nationale de Lisbonne.

Le journal "O Estado de São Paulo" du 13 décembre fait écho aux réactions de la presse portugaise. "A Capital" de Lisbonne déclare : "Le Portugal -sans oublier les régions autonomes qui lui sont liées- sera beaucoup plus près du Brésil. Un citoyen portugais peut indifféremment être né à Rio, Luanda, Lourenço Marques ou Lisbonne". Le "Diario Popular" commente à son tour : "Il s'agit d'un pas décisif dans la voie du rapprochement progressif des deux peuples frères, nous dirions presque de leur future confédération, car, voir les portugais au Brésil et le brésilien au Portugal avec les mêmes droits et privilèges de nature exceptionnelle, répond décidément à l'aspiration séculaire de réintégrer les peuples de langue portugaise dans un même bloc juridique, politique et culturel".

Quelles sont les véritables intentions des deux gouvernements ?

D'une part nous voyons l'offensive politique du Portugal essayant de vendre sa guerre coloniale à l'Europe contre des concessions économiques : barrage de Cabora-Bassa, exploitation de minerais... Nous savons qu'il a conclu des accords avec l'Afrique du Sud pour lutter ensemble dans la défense d'intérêts communs : des troupes sud-africaines sont déjà à Cabora-Bassa.

D'autre part, le gouvernement brésilien ne cache pas son intérêt pour les marchés africains; il compte déjà sur l'appui de l'Afrique du Sud pour l'ouverture de nouveaux marchés à ses produits.

Le Portugal veut-il entraîner le Brésil dans ses guerres coloniales? Le bénéfice de la double nationalité vise-t-il à faciliter ces desseins ?

BACURI ASSASSINE

Le gouvernement brésilien a confirmé la mort du révolutionnaire Eduardo Leite, "Bacuri", que nous annoncions comme probable dans nos n°s 15 et 16 du Front Brésilien d'Information. "O Estado de São Paulo", du 9.12.1970 en donne la version officielle : Bacuri, en fuite depuis la capture de Camara Ferreira qu'il aurait identifié pour la police, aurait été localisé sur le littoral sud et tué le 8 décembre au matin au cours d'un échange de coups de feu "alors qu'il essayait de rompre le cercle des policiers, conduisant une camionnette Volkswagen en direction de São Sebastiao".

Nous avons déjà annoncé (FBI n° 16) la version du gouvernement selon laquelle "Bacuri" aurait "donné" Camara Ferreira, n'y voyant qu'une manoeuvre grossière pour discréditer les organisations révolutionnaires et justifier la disparition d'un militant. Postérieurement un télégramme envoyé au FBI venait confirmer nos craintes : Bacuri avait été localisé à la prison Tiradentes de sinistre réputation. Il criait à ses compagnons de prison qu'on lui avait arraché les yeux et brisé les jambes. Ensuite il fut transféré à la prison du DOPS à São Paulo, et abattu le jour de l'enlèvement de l'ambassadeur suisse, par ses gardiens, qui en avaient assez d'entendre ses cris!"

Son élimination le jour même de l'enlèvement de l'ambassadeur suisse confirme l'état lamentable dans lequel il se trouvait, par suite des tortures inhumaines qu'il avait subies. Chef de nombreuses actions armées et ayant participé aux enlèvements du consul japonais et de l'ambassadeur ouest-allemand, il se trouverait certainement parmi les premières personnes dont la libération serait réclamée en échange de l'ambassadeur suisse. La dictature militaire ne pouvait montrer à l'opinion internationale ce militant horriblement mutilé. Il fallait qu'il disparaisse immédiatement. Le cas de Bacuri nous donne les plus vives inquiétudes sur la situation des prisonniers politiques dont le gouvernement refuse obstinément la libération, au mépris de la sécurité de l'ambassadeur suisse.

COMITE ITALIEN EUROPE-AMERIQUE LATINE

Au cours d'une conférence de presse tenue au siège de l'Association de la presse étrangère, à Rome, au début de ce mois, le Comité Italien Europe-Amérique Latine repoussa les accusations du gouvernement brésilien selon lesquelles Rome serait l'un des foyers de la subversion internationale; il voulait ainsi compromettre le Comité présidé par Mme Marcella Glisenti, composé de

nombreuses personnalités parmi lesquelles les représentants des partis politiques les plus importants et des syndicats italiens. A cette occasion, le Comité apporta une documentation vaste et précise concernant les violences, les tortures, et d'autres formes de répression pratiquées au Brésil. A cette conférence de presse plusieurs personnalités intervinrent : les députés Lelio Basso du PSIUP (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne), Luigi Granelli de la Democratie Chretienne, De Pascalis du Parti Socialiste Italien, Pietro Ingrao du Parti Communiste, ainsi que Emilio Gabaglio de l'ACLI (Association Chretienne des Travailleurs italiens) et Luigi Macario au nom des organisations syndicales des metallurgistes et des mecaniciens.

"Nous rejetons fermement toute tentative d'explication de ce qui se passe au Brésil comme étant fomenté à l'extérieur, tentative d'ailleurs pour le moins naïve; en même temps, nous n'avons aucune difficulté à reconnaître que nous sommes activement solidaires de la lutte démocratique du peuple brésilien". "La pratique courante des dictatures, ajoute encore le député socialiste, est d'attribuer aux forces internationales les révoltes et les mouvements de rébellion qui surgissent dans le pays; en cela, le Brésil ne fait pas exception." Voilà ce qui justifie l'action du Comité lorsqu'il assume la responsabilité de sensibiliser l'opinion publique européenne et d'inciter "la majorité qui parle" à dénoncer ce qui arrive au Brésil; dans ces circonstances, le silence ne serait qu'une trahison.

"Ce fut aussi le manque d'information, ajouta Basso, et donc l'absence de réactions de l'opinion publique internationale qui mena à la tragédie du nazisme; se taire est se faire complice. Nous ne voulons pas de majorités silencieuses; nous voulons donner à l'opinion publique les éléments nécessaires afin qu'elle puisse réagir".

Le député De Pascalis, après avoir tracé un tableau très sombre de la situation économique en Amérique Latine, affirma : "Notre tâche est d'amener les forces politiques à éveiller les Italiens non seulement à une solidarité passive avec les démocrates brésiliens, mais à une solidarité active; ma présence ici, en tant qu'officielle, témoigne de l'engagement du PSI dans la lutte pour la démocratie et pour la liberté des peuples". Le PSI est le second parti de la majorité du gouvernement actuel en Italie.

Le député Ingrao insista sur la nécessité d'engendrer un mouvement de masse, conscient du lien qui existe entre la lutte pour la liberté au Brésil, et celle du monde exploité. Il faut que le débat ait lieu dans "dix, dans cent villes italiennes" pour déboucher sur une manifestation de masse de caractère populaire.

Emilio Gabaglio rappela l'action de la partie la plus progressiste de l'Eglise Catholique latino-américaine contre la dictature et la répression politique. Macario, de son côté, indiqua en trois points la possibilité d'action concrète d'appui, en Europe et en Italie à la lutte pour la démocratie et pour les droits syndicaux au Brésil :

- 1.- Soulever le problème et amener des couches toujours plus larges de travailleurs à en prendre conscience ;
- 2.- appuyer efficacement les syndicalistes, aussi bien au Brésil qu'en exil ;
- 3.- coordonner la lutte des travailleurs des grandes entreprises qui ont des filiales dans les pays dictatoriaux de l'Amérique Latine.

Enfin, le député Granelli de la Démocratie Chrétienne rappela que les démocrates du monde entier ne peuvent se taire ni être de connivence avec la répression pratiquée au Brésil. Il faut aussi développer une action au niveau parlementaire pour amener le gouvernement italien à soulever le problème des tortures, dans les organisations internationales, en commençant par l'ONU.

La conférence de presse du Comité Italien Europe-Amérique Latine a eu une grande répercussion dans la presse italienne, dont les journaux principaux ont consacré une place importante à l'intervention des participants.

En rendant compte de cette manifestation, le Front Brésilien d'Informations exprime sa solidarité au Comité Italien Europe-Amérique Latine, et à tous nos amis qui y participent.

L'AVEU.

Deux prisonniers politiques, M. Nelson Gatte et M. Manoel de Lima, auraient selon les allégations du gouvernement de Brasilia, refusé de servir de monnaie d'échange en faveur de la libération de l'ambassadeur helvétique. Ils se déclaraient favorables à la politique de la dictature.

Les militants Ladislav Dowbor et Maria do Carmo Brito, libérés en échange de l'ambassadeur allemand von Holleben ont tenu à faire le jour sur les motifs qui expliquent leur comportement actuel.

"Selon "Le Monde" du vendredi 15 décembre, deux des 70 prisonniers dont la VPR demande la libération en échange de l'ambassadeur suisse Bucher auraient demandé de rester au Brésil, entre autre, parce qu'ils appuieraient la politique du gouvernement brésilien.

Tout cynisme a des limites. M. Nelson Gatto était chef de rédaction d'un des plus importants journaux du Brésil. Le 23 avril 1970, au soir, deux membres de l'OBAN (Centre de Tortures de l'Armée, situé rue Tutoia, à São Paulo) l'emmenèrent en lui interdisant de prévenir qui que ce soit. Il fut jeté dans une cellule. Son dossier arriva quand nous avions déjà été transférés au DOPS (police politique) de São Paulo. Vers le 25 mai, je fus amené au troisième étage de ce bâtiment, dans la salle dite de "Diligências Especiais": la salle de torture de l'institution. Nelson Gatto, homme aux cheveux déjà gris, était pendu, nu, attaché à une barre de fer qui lui passait sous les genoux. Il venait de passer une séance de chocs électriques, et on lui avait mis une chaise sous le dos pour éviter l'exténuation maximale qui entraîne souvent des arrêts cardiaques et la mort (cas de Joaquim Câmara Ferreira). Parmi les tortionnaires, étaient présents le commissaire Cuoco et le commissaire Milton Dias, membre de l'escadron de la mort; tous les deux ont leurs bureaux au deuxième étage du même bâtiment. Je fus traité à coup de pieds pour m'être refusé à compromettre le journaliste. Quelque temps après on m'a ramené dans ma cellule et les tortures sur le camarade purent alors, reprendre.

Je ne peux qu'imaginer les raisons qui ont poussé ce même homme, journaliste très connu, à louer devant ses collègues et devant la presse, le gouvernement qui lui a réservé un tel traitement. Nelson Gatto s'était déjà opposé à la dictature lors du coup d'Etat de 1964; à l'époque il purgea une peine de prison.

Manuel de Lima, maire de Jacupiranga, passa aussi quelque temps dans sa cellule dans le centre de tortures de la rue Tutoia (cellule n° 2). C'est un homme profondément intègre, déjà âgé, réputé dans la ville où il avait été élu maire pour son honnêteté. Il était suspecté d'avoir révélé aux "guerrilheiros" l'approche des troupes qui encerclaient la région, facilitant ainsi la préparation des embuscades qui s'en suivirent. L'armée comptait sur cet encerclement pour tuer le capitaine Carlos Lamarca, dirigeant de la VPR. Il fut torturé au dernier étage de l'OBAN et me recontactait tous les soirs les tortures qu'il subissait. Sachant que j'appartenais à la VPR il m'implorait d'expliquer aux tortionnaires, dont le responsable fut le colonel Waldir Coelhe de la Première Armée, qu'il n'avait aucune liaison avec l'organisation. Par la suite, il fut torturé aussi sous les yeux de Maria de Carmo Brito, prisonnière au deuxième étage de la rue Tutoia. Le 20 avril il subit le supplice du "pau-de-arara" - le même dont fut

menacé le journaliste de AFP, François Pelou. A la mi-mai, Maria do Carmo et ses six camarades de cellule virent qu'il était soumis à la "palmatoria" - correspondant de la phalange grecque. Dans les cellules du rez-de-chaussée nous avons passé une nuit blanche à écouter ses hurlements.

Peut-on concevoir qu'il ne veuille pas sortir de la prison où il fut ainsi traité? Quelles tortures a-t-on encore fait à cet homme pour qu'il en arrive à louer ses tortionnaires et à ramper devant les autorités?"

Alger, décembre 1970.

Ladislav Dowbor et Maria do Carmo Brito.

NOUVELLES EN BREF

Comité de défense des prisonniers politiques brésiliens

Un "Comité de défense des prisonniers politiques brésiliens" a récemment été fondé à Paris. Parmi les fondateurs, sans parler d'autres personnalités dont les noms n'ont pas été portés à la connaissance du FRONT, citons MM. Arbousse Bastide, Claude Bourdet, Georges Casalis, Jacques Chatagnier, François Chatelet, Michel Leiris, Brigitte et Jean Massin, Robert Merle, Georges Montaron, Paul Ricoeur, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Nacquet... Un des principaux responsables du Comité est M. R. Lestienne à qui toute information utile au Comité peut être envoyée (R. Lestienne - 72, rue de la Colonie - PARIS XIII^e)

Conférence sur les droits de l'Homme au Brésil.

La direction du Centre Européen de Recherches Nucléaires de Genève a donné son accord définitif pour l'organisation d'une conférence sur "les droits de l'Homme au Brésil" à réaliser le 3 février 1971, à Paris, sous la présidence de Maître Pettiti, membre de l'Association internationale des juristes démocrates. Maître Pettiti et Maître Weil avaient effectué une enquête au Brésil en

février-mars 1970 sur la situation des prisonniers politiques. Leur rapport a été publié par l'AIJD et par le FRONT brésilien d'information.

Conférence internationale sur la torture.

Au printemps de 1971 une Conférence internationale sur la torture se tiendra à Paris. Cette Conférence a été sollicitée par les représentants latino-américains au dernier Congrès de l'Association internationale des juristes démocrates réuni à Helsinki en juillet de cette année.

Cette conférence se justifie. Quelques cas isolés de torture émeuvent moins l'opinion publique internationale que l'utilisation systématique de cette même torture comme arme politique et méthode de gouvernement.

La XI Biennale de São Paulo.

La plus prestigieuse exposition internationale d'art réalisée au Brésil est annoncée pour l'été prochain. Le gouvernement brésilien en fait une "question d'honneur": il a besoin de voir réunies à São Paulo le plus grand nombre de délégations étrangères, présentant les artistes les plus renommés dans le monde entier. Le gouvernement veut obtenir des artistes ce qu'il n'ose pas demander au peuple brésilien : sa légitimation.

La XIe biennale (1969) déjà, avait été largement boycottée par de nombreux artistes tant brésiliens qu'étrangers. 90% des artistes de Rio et 70% de ceux de São Paulo avaient refusé leur participation; même refus des délégations des États-Unis et de la Hollande; des deux délégations successivement mises sur pied en France; de l'unique représentant et invité spécial de la Belgique et d'Israël; de la sélection internationale "Art et Technologie" réunissant des artistes d'Italie, Grèce, Allemagne, Hollande, Argentine, Angleterre, Israël et Autriche. Les oeuvres yougoslaves, déjà exposées furent retirées. Furent également décrochées les oeuvres des artistes vénézuéliens qui organisèrent à Caracas diverses manifestations contre la dictature brésilienne. Les Suédois

retirèrent leurs oeuvres des cimaises, tandis que mexicains, argentins et japonais refusèrent de participer.

Les raisons qui entraînèrent le boycott de la XIe Biennale n'ont fait que s'aggraver. C'est pourquoi les associations d'artistes de Rio, Bahia et Pernambouc ont décidé que la biennale devrait être boycottée à nouveau, à moins que le gouvernement brésilien garantisse la liberté d'expression et décide l'abolition de toute censure. On sait qu'une loi soumet à la censure préalable toute publication de livres ou périodiques. Elle s'étend aux arts plastiques : une sélection d'oeuvres choisies par un jury du musée d'Art Moderne de Rio de Janeiro pour être envoyée à la Biennale de Paris avaient été censurées comme "subversives".

L'appel des artistes brésiliens est porté à la connaissance des milieux artistiques du monde entier.

Le gouverneur de l'Etat de São Paulo et l'Escadron de la mort".

Un éditorial du journal "O Estado de São Paulo", intitulé "Un cas confus", commente les déclarations du gouverneur de São Paulo, M. Abreu Sodré, en ce qui concerne l'"escadron de la mort". Le gouverneur dit que "tout n'est qu'invention pour faire sensation". "Lorsque la police arrive pour arrêter un criminel responsable de plusieurs meurtres, affirme le gouverneur, il n'y a pas qu'un seul soldat pour l'arrêter. Il est évident qu'ils y vont à quatre ou cinq et qu'ils entourent la maison. Alors l'un d'eux est tué, car les bandits se barricadent et savent parfois beaucoup mieux tirer et sont beaucoup plus intrépides. Donc, lorsqu'un groupe de policiers, qu'il s'agisse de la police militaire ou civile, va arrêter un homme dangereux, il est évident qu'il y a une fusillade serrée entre eux. L'Escadron de la mort n'existe pas en tant que groupe organisé". (ESP du 11.12.70)

"Le Dr. Fleury allait chaque après-midi à la cellule n° 5 du commissariat, là où l'Escadron de la mort regroupait les prisonniers qui devaient être fusillés sur la route et ensuite jetés dans le fossé. Il disait toujours à l'un de nous : "tu ferais un bon gibier". Parfois, il en choisissait un et lui disait qu'il allait être relâché. L'heureux était sorti du cachet pour se faire la barbe, les ongles et couper les cheveux. Lorsqu'il était prêt, l'illusion finissait, et il était tué. C'est ainsi que le Dr. Fleury satisfaisait son sadisme". D'après l'"Estado de São Paulo" du 15.11.1970, le texte -ci-dessus est

un extrait de la déposition de Walter Tavares, lorsqu'il commente le comportement du commissaire Sergio Paranhos Fleury, désigné comme étant le chef de l'"escadron de la mort".

Une autre déposition, parue dans ce même journal, le 8.I2.1970, fut celle d'Anita Marquez, témoin de la mort du bandit Nêgo Sete, à Guarulhos le 23 novembre 1968. Anita affirme que :

"Le 23 Novembre 1968 j'étais chez moi, je battais le riz dans le jardin pour faire le repas. Il devait être à peu près midi. C'est alors que ma maison fut envahie par les policiers, qui sans aucune autorisation étaient entrés, en passant d'ailleurs par la fenêtre. Ils renversèrent tout, fouillèrent dans toutes mes affaires personnelles, et d'ailleurs, j'ai pu voir plus tard que les 20 cruzeiros, environ, que j'avais mis dans une poche avaient disparu. ainsi qu'un poste de radion portatif".

Après des dénonciations multiples, le gouvernement ne parvient plus à cacher l'existence de l'"Escadron de la mort". La justice de São Paulo peut ainsi, face à ce crime public qu'est l'assassinat de Nêgo Sete, ouvrir un procès contre ces tueurs tristement célébrés. Les dépositions ci-dessus sont des pièces versées à ce procès.

Les Gendarmes du continent.

Questionné au sujet de la campagne menée contre son gouvernement par la presse brésilienne, le président du Chili, Salvador Allende, répondit aux journalistes présents : "Rien ne pourra altérer l'amitié existante entre le Brésil et le Chili". "Mais respectueux que je suis, de la liberté de presse je me limite à noter ce fait", ajouta-t-il; puis encore : "Nous sommes partisans de la non-intervention, de l'autodétermination, et de la coexistence pacifique" (E.S.P. - 9.I2.1970).

A quelle campagne, les journalistes et le président se réfèrent ils ? Le quotidien "O Estado de São Paulo", journal de la grande bourgeoisie pauliste se réfère ainsi au Chili dans son éditorial du 17.II.1970 :

"Le défi chilien, début d'un processus qui a pour but d'imposer la solidarité socialiste (forgée par l'Internationale Communiste) à la solidarité continentale historique et culturelle, et davantage encore, d'identifier l'une à l'autre, devient exceptionnellement grave parce qu'il n'a pas encore provoqué la réaction nécessaire."

L'éditorial poursuit en critiquant M. Carlo Plaza, secrétaire général de l'OEA, pour avoir dit : "Le Chili n'a pas défié l'OEA en établissant des relations diplomatiques avec Cuba", et en adressant des reproches même au Département d'Etat des USA : "Le Département d'Etat oublie que tout pays membre de quelque organisation internationale, régionale ou universelle que ce soit en y participant, doit soumettre sa politique à ses statuts, et à ses décisions légales, et limite ainsi volontairement et souverainement, sa souveraineté nationale. Par ailleurs, si le Chili, au nom de sa souveraineté nationale, peut violer la loi interaméricaine, de quel droit peut-on exiger que les autres pays ne la violent pas? Les pays capitalistes seraient-ils moins souverains que les pays socialistes?"

La dictature militaire n'échappe pas elle non plus à la critique du quotidien de São Paulo : "le gouvernement brésilien lui aussi réagit faiblement". Comment faiblement? L'éditorial poursuit : "la chancellerie brésilienne ne songerait-elle pas à introduire des changements possibles dans notre politique extérieure" et "elle ne fait que répondre aux défis qui, d'un côté comme de l'autre, sont adressés actuellement aux peuples de l'hémisphère".

Le grave n'est pas la campagne en elle-même, dont le but est de dresser l'opinion publique contre le Chili, et d'entraîner une action, mais d'établir une relation entre cette action et les actions menées par les organes de sécurité du gouvernement. C'est encore dans "O Estado de São Paulo" du 23.10.1970 que nous pouvons lire les déclarations du Commandant de la IIIème Armée, le général Canavarro :

"L'offensive du communisme international, planifiée depuis plus de deux ans à Cuba, à travers l'OLAS, est en plein développement dans notre continent, d'ailleurs elle a enregistré des victoires importantes, capables d'entraîner des préoccupations les plus sérieuses"; et plus loin : "Profitant de la douloureuse étape du sous-développement, des dissensions internes qui en découlent, et de l'idéalisme démocratique le plus pur, le communisme international démontre son extrême souplesse, son objectivité dans la prise du pouvoir, en utilisant tantôt la violence et les coups d'état au sommet, tantôt les processus électoraux que la pureté et la naïveté de la démocratie libérale lui offrent".

A cette déclaration fait suite celle du Général Alcides Lope Aufranc, chef de l'Etat-Major de l'Armée Argentine : "La guerre moderne, actuellement déclenchée, verra le Brésil et l'Argentine unis, en armes, afin d'éviter toute infiltration d'idéologies malsaines en Amérique Latine", et tout en soulignant l'affirmation du Général Canavarro, il continua "le commandant de la IIIème Armée a mis en évidence l'importance de l'union des Forces Armées brésiliennes et argentines dans la lutte contre ceux qui,

par la violence ou par des élections, prétendent détruire les traditions démocratiques".

Le journal espagnol "Ya" du 27.10.1970 informe que : "Au cours d'un dîner, avec des journalistes, le président de l'Argentine, le Général Levingston laissa paraître sa préoccupation devant la situation du Chili, de la Bolivie, et surtout de l'Uruguay, où, selon le Général-président, "existe une organisation qui mine peu à peu la vie démocratique de ce pays".

Le journal "Ya" poursuit : "Il qualifie aussi la situation en Uruguay d'explosive. La préoccupation du gouvernement argentin -de Levingston et des commandants en chef des trois armées- fut évidente pour tout le monde lorsqu'il y a quelques jours un délégué de la Casa Rosada tint à São Paulo une réunion avec quelques personnalités du gouvernement de Garrastazu Medici, et qu'il s'ensuivit un accord en vue d'unir leurs forces pour combattre la subversion sur notre continent, qu'elle soit la conséquence des violences ou des élections".

Dans la revue "Veja" du 6.0.9.1970, nous lisons l'information suivante :

"Tous les étrangers qui vivent aux frontières recevront un document d'habilitation, qui leur donnera le droit de travailler légalement au Brésil, tout en jouissant d'ailleurs des bénéfices de la législation travailliste. En contrepartie, ils devront toujours présenter ce document en passant la frontière. Bien que la Police Fédérale ne se fasse aucune illusion quant aux effets de cette mesure sur la contrebande et sur les infractions possibles à la sûreté nationale, elle croit cependant qu'elle filtrera mieux qu'elle ne peut le faire actuellement". Et plus loin : "A la fin de l'année prochaine, la Police Fédérale pense avoir complété l'enregistrement des étrangers sur les 15.719 kilomètres des frontières brésiliennes".

En fait, la campagne mentionnée fait partie d'une mobilisation générale qui ne se limite pas au Chili, mais qui se propose de combattre les pays sud-américains dans leur tentative d'adopter une politique d'indépendance vis-à-vis des USA. Elle touche aussi la Bolivie, le Pérou, l'Uruguay, en prévision de ce qui pourrait s'y passer.

Au sujet de la Bolivie, l'"Estado de São Paulo" du 6.12.1970 note :

"Bien que leurs chemins aient été différents, la Bolivie et

Cuba sont aujourd'hui les postes avancés de la stratégie du communisme international, les sentinelles des frontières idéologiques de l'impérialisme marxiste-léniniste", et encore : "Cuba est une île maritime, la Bolivie une île méditerranéenne. Cuba menace l'Amérique du Nord, la Bolivie l'Amérique du Sud".

Les gouvernements brésilien et argentin s'allient-ils au nom de la "démocratie occidentale et chrétienne" pour devenir les gendarmes du continent ?

LETTRE AU PAPE.

Dans le dernier numéro du FRONT (n° 16) nous avons publié une lettre de Madame Sattamini adressée au président Medici concernant les tortures subies par son fils Marcos Arruda. Ce texte a été envoyé aussi au Pape par l'intermédiaire de Mgr. Colonnese, directeur du "Latin America Bureau" de la conférence épiscopale des évêques des Etats-Unis, accompagné de la lettre qui suit :

"Votre Sainteté,

Suite à un appel urgent qui nous a été transmis par Mme Lina Pena Sattamini, nous demandant assistance pour elle et sa famille qui traversent une période difficile de désespoir, je transmets à Votre Sainteté sa lettre et le rapport qui parlent d'eux-mêmes.

Je ne partage pas l'opinion de ceux qui ont critiqué Votre Sainteté pour n'avoir pas rempli le rôle de pasteur face au développement de la tragédie humaine due aux persécutions et tortures au Brésil.

Il y a à peu près deux ans, Votre Sainteté m'accordait une audience. A cette époque je portais ce sujet à la connaissance de Votre Sainteté. Par la suite, des documents ont été envoyés à Votre Sainteté par l'intermédiaire du cardinal Samoré. Peu de temps après le cardinal secrétaire d'Etat prenait connaissance de ces documents. De cette très brève mais mémorable rencontre avec Votre Sainteté je me rappelle plus particulièrement que Votre Sainteté me disait qu'en cette époque, il fallait croire au Christ et en son Eglise. C'est pour cette raison que je transmets humblement à Votre Sainteté ces documents.

"1"

Nous vivons à une époque où beaucoup de catholiques à travers le monde non seulement ont recours, mais en fait ont besoin de Votre Sainteté comme leader, guide et pasteur. Madame Sattamini est une de ces millions de catholiques et moi, qui m'efforce de l'assister, un de plus. Les charges qui incombent à Votre Sainteté, si lourdes et écrasante soient-elles, n'empêcheront pas, j'en ai le ferme espoir, que ces documents attirent l'attention de Votre Sainteté.

Votre Sainteté peut être assurée que moi-même, en tant que directeur de l'agence officielle pour les affaires latino-américaines de l'Episcopat nord-américain, j'essaye de répondre à mes charges et d'exercer ma responsabilité en toute vérité et foi chrétienne. Cependant je voudrais réitérer la réponse que j'ai faite à Votre Sainteté à l'occasion de cette très brève rencontre. J'ai foi en l'Eglise et je lutterai pour garder foi en l'Eglise, parce que c'est de l'Eglise et dans l'Eglise que j'ai trouvé la vérité. Et c'est avec le même souci de vérité que je réponds aux réalités de l'Amérique latine aussi bien que j'exerce mes responsabilités à l'intérieur de l'Eglise nord-américaine.

Je demande à Votre Sainteté, de la manière la plus sincère, d'accueillir la sollicitation de cette mère anxieuse et sans défense et de répondre à son appel.

Avec mes sentiments profonds d'estime et d'admiration et dans l'esprit d'amour filial et d'obéissance je suis
votre humble serviteur,

L.M. Colonnese.